ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DES 18 ET 25 NOVEMBRE 1962

1ere CIRCONSCRIPTION DU NORD

Mouvement Républicain Populaire

Candidat d'Union pour une démocratie moderne, la justice sociale et la paix

DIALOGUE



Georges DELFOSSE
né à Lille, le 25 octobre 1921
marié - 2 enfants.

L'ELECTEUR. — Nous sommes appelés à choisir des députés. Vous êtes candidat, que pensez-vous de ces élections ?

G. DELFOSSE. — Les cinq années qui viennent seront décisives. La génération d'après guerre, la plus nombreuse depuis cent ans, va arriver à l'âge des responsabilités. Une transformation profonde des structures politiques et économiques de la France est commencée, elle doit être poursuivie et accélérée.

L'ELECTEUR. — Oui, mais concrètement, que proposez-vous ?

G. DELFOSSE. — Il me semble qu'il y a trois objectifs fondamentaux que nous devons nous efforcer d'atteindre :

1° Bâtir une démocratie moderne.

2° Promouvoir l'expansion économique pour permettre le progrès social et familial.

3° Tendre vers l'unité européenne pour assurer la paix et la sécurité.

L'ELECTEUR. — Je suis bien d'accord mais qu'entendez-vous par « démocratie moderne » ?

G. DELFOSSE. — C'est simple. Si la démocratie veut fonctionner comme il y a cinquante ans, elle sera dépassée par les événements. Le Général de Gaulle le dit souvent et je crois que tout le monde devrait être d'accord avec lui, au moins sur ce point.

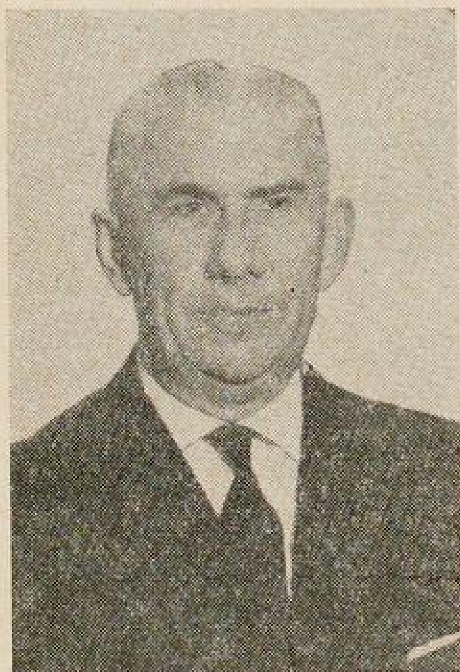
A mon avis, une démocratie moderne exige :

— un gouvernement stable pour gouverner.

— un Parlement utile pour contrôler.

— des citoyens responsables pour sanctionner.

Nous demeurons fidèle à la Constitution de la Vme République car elle permet d'établir progressivement une démocratie moderne.



Marcel DUCROCQ
Conseiller Général,
Maire de Saint-André.

L'ELECTEUR. — J'aurais peut-être d'autres questions à vous poser sur ce sujet, mais les questions sociales préoccupent beaucoup de ceux qui m'entourent.

G. DELFOSSE. — J'allais y venir, c'est le second objectif indiqué tout à l'heure. L'expansion économique est une condition du progrès social, cela est vrai dans tous les pays et sous tous les régimes, mais elle doit se faire au bénéfice de tous. Le redressement financier et la stabilité de la monnaie doivent permettre la réalisation d'une véritable politique des revenus. Pour commencer, il faut, compte tenu de l'augmentation du coût de la vie, augmenter les ressources.

— des familles en comblant sans délai le retard pris par les allocations familiales sur les salaires,

— des personnes âgées dont les prestations ou retraites sont notoirement insuffisantes,

— des salariés de certaines catégories et professions défavorisées.

De plus, les serviteurs de l'Etat ne doivent plus être les parents pauvres et il faut supprimer définitivement les abattements de zones (salaires et allocations familiales).

L'ELECTEUR. — Même si toutes ces mesures étaient prises, il reste qu'un salaire juste ne suffit pas ; nous avons des enfants de 15, 16 ans et nous ne savons comment les orienter pour leur assurer du travail et un avenir meilleur.

G. DELFOSSE. — C'est, en effet, un point fondamental. Il faut d'abord une réforme qui mette réellement l'enseignement à la portée de tous, dans le respect des droits des familles.

Il faudrait également instituer dans chaque région un conseil économique et social régional, principalement composé des dirigeants des organisations syndicales (ouvrières et patronales), familiales et de jeunesse. Je ne puis m'étendre sur ces attributions mais il me semble qu'un tel organisme pourrait prévoir l'évolution des productions, le maintien du plein emploi et permettrait précisément d'éclairer les familles et les jeunes sur les débouchés possibles.

L'ELECTEUR. — Il y a quand même la concurrence étrangère.

G. DELFOSSE. — Justement, j'ai dit tout à l'heure que j'étais pour la construction européenne. En fait, il y a toujours eu de la concurrence étrangère et les barrières douanières ne dureront pas indéfiniment. Il faut donc s'organiser en conséquence. Depuis 1950, la construction de l'Europe est commencée, comme toutes les grandes entreprises elle connaît des hauts et des bas mais elle se poursuit par la force des choses.

J'ajoute qu'il n'y a pas que la question économique, une Europe unie est un moyen de maintenir la paix.

C'est là une grande tâche propre à séduire la jeunesse, ce qui ne dispense pas de promouvoir, sur le plan de l'équipement sportif et maisons de jeunesse en particulier, une véritable politique au service des jeunes.

L'ELECTEUR. — Avant d'en terminer, je voudrais revenir aux propos du début. Pour faire tout cela, il faut une direction.

G. DELFOSSE. — Bien sûr, je l'ai dit plus haut : l'exécutif et le législatif doivent jouer chacun leur rôle.

L'ELECTEUR. — Etes-vous pour le départ du Général de Gaulle ?

G. DELFOSSE. — Non. Evidemment la Constitution n'a peut-être pas aussi bien fonctionné qu'il eût été souhaitable mais il faut constater que les problèmes devant lesquels la France se trouvait placée étaient redoutables. A situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles.

Il reste grandement souhaitable, voire nécessaire, que le Général de Gaulle et la majorité des députés de demain s'entendent pour que la Vme République réponde aux espoirs que tant de Français ont placé en elle.

Par vos questions, vous m'avez aidé à rédiger mon programme, qui demanderait à être développé mais je terminerai en vous rappelant que les institutions ne pourront bien fonctionner que si vous élisez des députés décidés à travailler dans un esprit de coopération et non à s'opposer systématiquement.

SI VOUS PENSEZ CELA, FAITES-NOUS CONFIANCE.

Votez Georges DELFOSSE

Secrétaire - Militant d'Action Sociale - Médaille de la Résistance

Remplaçant éventuel.

Marcel DUCROCQ

Maire de Saint-André - Conseiller Général

Chevalier de la Légion d'Honneur - Croix de Guerre

Imprimerie WATELLE, Lille